

1901-2000, l'émancipation d'un monde (Morlaix, Éditions Skol Vreizh, 2010)

Yvon Tranvouez



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2596>

DOI : 10.4000/abpo.2596

ISBN : 978-2-7535-2782-9

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2013

Pagination : 198-201

ISBN : 978-2-7535-2780-5

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Yvon Tranvouez, « 1901-2000, l'émancipation d'un monde (Morlaix, Éditions Skol Vreizh, 2010) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 120-1 | 2013, mis en ligne le 30 mars 2013, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2596>

place à beaucoup d'entrées, mais qui laisse parfois un sentiment de frustration : on aimerait en savoir davantage sur beaucoup de thèmes abordés. De même, on peut regretter l'absence d'un éclairage spécifique sur le rôle de la gendarmerie dans la politique antisémite de Vichy et dans la déportation des juifs vivant, ou s'étant réfugiés, sur le sol français, question évidemment essentielle, par ailleurs très présente dans la chronologie de fin d'ouvrage. Mais, on l'aura compris, cet ouvrage pionnier ne pouvait tout résoudre d'emblée et bien des recherches en archives doivent être menées avant de pouvoir en rendre compte dans une publication. Pour tous ceux qui mèneront ces recherches, *Soldats de la loi* constitue un cadre intellectuel indispensable, grâce notamment à la riche introduction de Jean-Noël Luc, mais aussi une aide pratique très utile grâce aux annexes volumineuses (150 pages environ), très soignées, par lesquelles l'ouvrage se termine, fournissant des organigrammes du corps à diverses dates (Benoît Haberbusch), des statistiques très précises données avec la présentation de la méthodologie afférente, une chronologie en 822 dates de la gendarmerie au ^{xx}e siècle et bibliographie commentée.

Pierre KARILA-COHEN

GESLIN, Claude, GOURLAY, Patrick, MONNIER, Jean-Jacques, LE COADIC, Ronan, sur une idée de Michel DENIS, *Histoire d'un siècle. Bretagne 1901-2000, l'émancipation d'un monde*, Morlaix, Skol Vreizh, 2010, 400 p., 35 €.

Curieux livre, toujours intéressant, souvent passionnant, parfois irritant et finalement déconcertant. Pourquoi ? Peut-être parce qu'il est le fruit d'un projet contrarié. Les responsables de cette maison d'édition associative, dont on sait qu'elle est issue d'*Ar Falz*, l'organisation bretonne « progressiste et laïque » fondée en 1933 par Yann Sohier, expliquent en avant-propos qu'ils avaient déjà à leur catalogue « une somme irremplaçable », *Toute l'histoire de Bretagne*, vendue à « 140 000 exemplaires ». Sur le ^{xx}e siècle, les 232 pages concernant l'après 1914 dans l'édition 2003 de ce gros volume avaient « fourni les principaux faits », mais, assurent-ils, « il manquait un regard d'ensemble » (p. 8). D'où l'idée de ce nouvel ouvrage, plus développé, dont la direction avait été confiée, à juste titre, à Michel Denis. L'affaire aurait pu tourner court avec la maladie, puis le décès prématuré de ce dernier en 2007. Les auteurs pressentis ont choisi de poursuivre l'aventure : ils se sont redistribué les tâches et ont essayé de conserver à l'ensemble l'unité que le maître d'œuvre avait imaginée.

Mais c'est précisément l'unité qui fait défaut. Quatre auteurs, quatre styles – cela va de soi – mais aussi quatre postures différentes, ce qui donne le sentiment d'une succession d'études juxtaposées plus que complémentaires. Claude Geslin – « Une "petite patrie" dans la grande (1900-1914) » – brosse, en 47 pages, un tableau classique résumant l'état de la Bretagne au début du ^{xx}e siècle : d'un côté la tradition, de l'autre l'innovation. Le texte de Patrick Gourlay – « La Grande Guerre et son empreinte en Bretagne (1914-1919) » – occupe à lui seul 60 pages qui reflètent bien, notamment par l'insistance sur la dimension culturelle, le renouvellement de l'historiographie de 14-18, appliqué ici au cadre breton, pour conclure, sans surprise, que le conflit a favorisé l'intégration de la province dans la nation française. Suivent quatre chapitres écrits par Jean-Jacques Monnier : « 1919-1939 : un éveil qui reprend, malgré tout » (36 pages) ; « L'Occupation : des choix individuels qui annoncent les choix collectifs (1940-1944) » (42 pages, qui mènent en fait, contrairement à la périodisation affichée, jusqu'à la fin des années quarante, la reconstruction étant abordée dans la dernière partie du chapitre) ; « Un immense mouvement de rattrapage (1950-

1972) » (50 pages); « L'épanouissement et les difficultés (1972-1992) » (60 pages). Avantage : une unité de plume sur une longue période – les trois quarts du siècle. Inconvénient : cette plume, qui abuse des points d'exclamation, est nettement militante et fortement téléologique. Réveil, rattrapage, épanouissement : la seule lecture des intitulés suggère ce parti pris de penser la période comme une longue marche vers « l'émancipation d'un monde », comme il était d'ailleurs annoncé dans le titre du volume. Émancipation de quoi, au fait? Des nobles, des curés et des patrons, bien sûr, autant dire des droites de tout poil. Dans son « risorgimento » (p. 209), le peuple breton de Monnier roule toujours à gauche – et quand il ne le fait pas, il a tort – tout en se défiant des jacobins de son camp. Et s'il arrive que ses leaders se fourvoient, comme il advient sous l'Occupation, il y a forcément un petit reste de héros positifs qui font les bons choix « individuels ». À quelques années de la fin du siècle, voici donc une Bretagne libérée, développée et décomplexée, mais le lecteur se prend à penser qu'elle est trop belle pour être vraie en ce miroir. De fait, dans les 54 pages du chapitre final – « La remise en question (1992-début du XXI^e siècle) » – Ronan Le Coadic refroidit ces ardeurs. On suivait depuis 1919 l'épopée d'une Bretagne enchantée : on retrouve opportunément un regard clinique sur une région française traversée de contradictions internes et affrontée, comme les autres, à la mondialisation.

Il est significatif que l'insertion du texte de Ronan Le Coadic dans la toute dernière édition (2012) de *Toute l'histoire de Bretagne*, ait contristé le recenseur du mensuel de l'Union Démocratique Bretonne, fâché par le « pessimisme assez surprenant » et la « faiblesse » de ces « pages ratées » (Ronan Leprohon, dans *Le Peuple breton*, janvier 2013, p. 29). Je pense tout au contraire que, parce que neuves et distancées, ce sont les pages les plus réussies de l'ouvrage recensé ici. Un ouvrage où la Bretagne, en somme, est successivement un objet (chapitre 1), un décor (chapitre 2), un sujet (chapitres 3 à 6) et à nouveau un objet (chapitre 7) : un vrai kaléidoscope.

On me permettra, puisque c'est mon fonds de commerce, quelques réflexions sur la place de la religion dans ce livre. Le lecteur aura compris que le catholicisme fait partie, aux yeux des responsables éditoriaux, des forces d'oppression dont il fallait que la Bretagne s'émancipât. Traitée équitablement par Claude Geslin et Patrick Gourlay, l'Église disparaît rapidement de l'horizon de Jean-Jacques Monnier, sauf quand certains de ses éléments (la JAC et plus largement l'ensemble des mouvements d'Action catholique) semblent aller dans le sens du développement de la Bretagne. On ne la retrouve qu'en fin de siècle pour constater que « *Feiz ha Breiz* prennent leurs distances », ce qui est exact, dans le cadre d'une « Bretagne bouleversée » où « les Bretons s'affranchissent plus facilement des contraintes qui pesaient sur chaque individu » (p. 316). Or, on aurait pu imaginer que soit mieux mise en évidence la forme proprement catholique de la modernisation de la Bretagne : les catholiques n'ont pas seulement été une force d'appoint dans les évolutions dont ce livre rend compte, ils ont contribué à leur donner une configuration singulière. On aurait pu rêver aussi que soit évoqué et expliqué, autant que faire se peut, le processus de détachement religieux, ses aspects conflictuels et spectaculaires des années 1960 et 1970, son côté plus paisible et moins visible dans les décennies qui ont suivi.

Ces omissions s'expliquent en partie par la problématique qui organise le livre, mais elles sont aussi un triple symptôme. Elles reflètent d'abord la déconnexion de la cause religieuse et de la cause bretonne, cette dernière ayant été largement captée par une droite néo-païenne au début du siècle, puis par une gauche laïque à la fin. Entre *Breiz Atao* et l'UDB, le *Bleun Brug* de l'abbé Perrot n'a pas su s'imposer, et il a fini par implorer quand ses successeurs ont voulu le moderniser au milieu des années 1970. Elles traduisent aussi le déclin et la folklorisation du catholicisme dans la société bretonne à la fin du XX^e siècle, la réduction du nombre de ses fidèles

s'accompagnant de la récupération patrimoniale de ses lieux de culte. Elles signalent enfin la marginalisation de l'histoire religieuse elle-même dans le champ de l'histoire : la religion devient une affaire de spécialistes qu'on ne lit plus guère au-delà de leur sphère. Parmi les « repères bibliographiques » qui figurent en fin de volume, on ne trouve, à part une bonne référence sur les aspects religieux de la Grande Guerre (Olivier Le Dall), qu'un renvoi à l'*Histoire religieuse de la Bretagne* dirigée par Guy Devailly, ouvrage paru en 1980, dont la curiosité n'allait pas au-delà de 1950, et aujourd'hui largement obsolète. Nulle mention de la thèse magistrale de Michel Lagrée (*Religion et cultures en Bretagne, 1850-1950*, Fayard, 1992), ni, pour la période qui suit, du magnifique *Dieu change en Bretagne* (Cerf, 1985) d'Yves Lambert, ou de travaux plus récents.

Il faut attendre le dernier chapitre pour voir réapparaître la question religieuse, lorsque, après avoir relevé les signes d'une perte de cohésion et de confiance de la société bretonne actuelle, Ronan Le Coadic rappelle qu'aux yeux d'Yves Le Gallo le clergé bas-breton, « quel qu'ait été son éventuel despotisme », avait eu le mérite « d'avoir tenu à bout de bras un peuple paysan, seul et solitaire, qui, privé de sa tutelle, se fût dissocié ». Mais alors, s'interroge Le Coadic, « à présent que la société bretonne s'est globalement déchristianisée, quelle idéologie est-elle susceptible de donner du sens à la vie, de renforcer la cohésion sociale, de protéger les hommes du suicide et d'inspirer un vigoureux mouvement de mutation ? ». On n'aura pas d'autre réponse qu'une diffraction de la question et une évocation de « l'idéologie de l'identité », dont l'auteur doute, on le comprend, qu'elle soit « suffisamment dynamisante et constructive » (p. 376).

Quelques mots encore sur la périodisation de cette histoire. Bien que portant sur la Bretagne, elle n'y trouve pas de césures qui lui soient propres. Le découpage des chapitres s'appuie sur les charnières politiques du premier xx^e siècle, puis sur les charnières économiques du second, puisque 1972 et 1992 sont en gros des ruptures de Kondratieff. Mais Ronan Le Coadic, encore lui, décidément passionnant, ayant noté la vogue de Stivell en 1972 et celle de Dan ar Braz vingt ans plus tard, suggère qu'il pourrait y avoir un rythme vicésimal de l'affirmation de l'identité bretonne. Acceptons l'hypothèse et essayons de l'étendre en amont et en aval. La « chronologie sommaire » en fin de volume n'y aide que partiellement, parce qu'elle est surtout politique et qu'elle évite les événements qui fâchent : c'est ainsi, par exemple, que la naissance du PNB n'y figure pas, alors que celle de l'UDB est dûment mentionnée... Mais, bon, ciblons donc – avec souplesse, en prenant les dates emblématiques à la manière dont, en économie, on utilise des moyennes mobiles sur trois ans – les moments supposés porteurs. Spontanément, 1912 évoquerait les premiers pas du PNB; 1932, l'attentat de *Gwenn ha Du*; 1952, les débuts du CELIB; 1972, Stivell, donc, mais aussi la BAI d'Alexis Gourvennec; 1992, Dan Ar Braz et la deuxième vague de la musique bretonne; 2012, enfin, le succès des *Bretonnismes* d'Hervé Lossec et le triomphe de Nolwenn. De la politique à l'économie, puis à la culture, pour finir par ce que la dernière édition de *Toute l'histoire de Bretagne* appelle « une vision plus claire et apaisée de l'identité bretonne », mais que l'on peut interpréter aussi comme une progressive réduction de la Bretagne au pittoresque dont elle est le conservatoire.

Du point de vue formel, le livre a les qualités habituelles des productions de l'éditeur : papier glacé, soin de l'impression, richesse et variété d'une iconographie abondamment commentée. On relèvera cependant, pour finir, quelques coquilles ou erreurs de détail à corriger dans une prochaine édition. Page 24, il faut lire *Association* catholique de la Jeunesse française (et non *Action* : dans le catholicisme, *association* signale un mouvement de laïcs et une prétention démocratique, quand *action* signifie initiative cléricale et contrôle hiérarchique). Page 24 encore, *Frères des Écoles chrétiennes* (et non de *l'enseignement chrétien* : il s'agit bien sûr

des Lasalliens, concurrents des Frères de l'Instruction chrétienne, dits Frères de Ploërmel). P. 44, c'est en 1906 (et non en 1905) qu'a lieu à Brest le congrès national du Sillon auquel le clergé finistérien est prié par son évêque de ne pas paraître. P. 98 : les Franciscaines missionnaires *de Marie* (et non *de Sainte-Marie*). Page 129, sous le Cartel des Gauches, ce n'est pas la querelle scolaire qui met les foules catholiques dans la rue, mais la perspective de l'application de la législation laïque à l'Alsace-Lorraine et celle de la reconduction à la frontière, au nom de cette même législation, des religieux anciens combattants restés en France après la guerre. Page 134 et *passim* : la JAC est la Jeunesse agricole *catholique* (et non *chrétienne* : la JOC se dit chrétienne parce que missionnaire, la JAC se dit catholique parce que de préservation) et elle n'a pas été créée pour contrer les syndicats de « cultivateurs cultivants » mais pour mettre, selon le mot célèbre du chanoine Thellier de Poncheville, « toute la religion dans toute la vie » des campagnes. P. 141, le concordat est de 1801, et non de 1802 (date des articles organiques). P. 150 : ce n'est pas Roques, mais Charost qui est cardinal archevêque de Rennes en 1922 (Roques sera nommé archevêque de Rennes en 1940 et cardinal en 1946). P. 180 : le STO a concerné d'abord – en 1943 – les classes 40, 41 et 42, et non la seule classe 42 (la classe 43 sera requise en 1944). À propos de la Libération, quelques coquilles induisent des informations contradictoires entre lesquelles le lecteur doit choisir : c'est bien le VIII^e corps d'armée US (et non le XVIII^e) qui est chargé de libérer la Bretagne (p. 194), et à l'hiver 1944 Brest n'est plus une poche (p. 197) puisque le siège s'y est achevé en septembre (p. 198). Curieuse distraction p. 200, les Américains débarquent en Normandie le 6 juin 1944 (et non le 5). P. 205, voici une erreur répandue, dont je suis co-responsable puisque j'ai moi-même contribué à l'entretenir dans *l'Histoire de Brest* (CRBC, 2000) en recopiant sans y réfléchir les indications de mes prédécesseurs, alimentant ainsi une de ces chaînes malencontreuses de peaux de banane dont notre profession ne fait hélas pas l'économie : il n'y a pas eu 30 000 tonnes de bombes déversées sur Brest pendant le siège d'août et septembre 1944 ; le chiffre fortement exagéré, se répète d'un livre à l'autre depuis 1946, mais nul ne sait aujourd'hui quel serait le bon – sans doute un peu plus de 8 000 tonnes selon les calculs inédits de Joël Le Bras d'après les recherches du général Bohn dans les archives alliées. P. 232, il faut lire *Gabriel* de Poulpiquet, et non *Joseph*. Page 235, c'est le 8 mai 1968, et non le 6, que se déroulent les grandes manifestations pour l'emploi en Bretagne.

Ces quelques scories auront d'autant plus facilement échappé aux auteurs que les circonstances, on l'a dit, n'ont pas favorisé leur entreprise. Elles ne sauraient faire oublier ni la pertinence d'un projet, ni l'intérêt d'une réalisation qui, si elle a des côtés inaboutis, a au moins le grand mérite de susciter le débat.

Yvon TRANVOUEZ

SCHWEITZ, Daniel, « Guide du lecteur et du chercheur en bibliothèque. Introduction aux études locales », *Mémoires de la Société archéologique de Touraine* (Histoire et patrimoine de la Touraine), t. LXVIII, 2011, 192 p. (ISSN 1149-4670). 20 €. Disponible au siège de la Société, 13 Jardin François I^{er}, 37000 Tours.

L'auteur de cet ouvrage, docteur en anthropologie sociale et historique, est bibliothécaire de la Société archéologique de Touraine ; à ce titre il connaît bien le très riche fonds documentaire de cette société savante fondée en 1840. Ce livre vient logiquement après celui de Pierre AUDIN, *170 ans de bibliographie historique tourangelle (1840-2009)*, MSAT, t. LVI, 2009. Tous deux ont pour but de faire connaître